



Les protestations autochtones ébranlent l'establishment canadien et la direction officielle autochtone

Par [Carl Bronski](#)

Mondialisation.ca, 05 février 2013

[WSWS.org](#)

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Cet article est la traduction d'un article publié initialement le 15 janvier. La chef Theresa Spence a depuis mis un terme à sa grève de la faim.

Idle No More (« L'inertie, c'est fini »), le mouvement populaire autochtone, continue sa campagne de protestations contre le gouvernement conservateur canadien, qui cherche à ouvrir la voie pour le développement capitaliste des ressources en attaquant les droits territoriaux collectifs des autochtones. Des marches, des manifestations surprises, des rondes et des manifestations ont été organisées lors des derniers weekends dans des douzaines de villes d'un océan à l'autre ainsi que dans des réserves autochtones situées dans les parties les plus isolées du pays.

De plus, les chefs des Premières Nations de l'Ontario, de la Saskatchewan et du Manitoba avaient organisé une journée d'action le mercredi 16 janvier, incluant une campagne accrue de blocages de routes et de voies ferrées. Lors des dernières semaines, les autochtones et leurs partisans ont bloqué des ponts internationaux et des postes douaniers, des lignes de chemin de fer stratégiques et des autoroutes importantes à travers le Canada ainsi que des chemins de mines et de bois dans le nord du Canada. Pour leur part, les chefs du mouvement Idle No More ont appelé à une journée d'actions mondiales le 28 janvier.

La montée de la lutte du mouvement Idle No More contre la pauvreté autochtone chronique, les inégalités, l'abrogation des droits issus de traités et la dégradation environnementale survient après une série d'évènements en janvier qui a soulevé ces questions : l'oppression historique et la dépossession des autochtones du Canada, une nouvelle tentative par la grande entreprise de développer les combustibles fossiles et les gisements de minéraux du Nord et une stratification sociale grandissante au sein même de la population autochtone.

Le mouvement Idle No More a émergé en dehors de l'Assemblée des Premières Nations (APN), qui est la direction autochtone traditionnelle appuyée par l'État, et a rapidement fait boule de neige. Au début décembre, un nombre de plus en plus grand de jeunes autochtones mécontents provenant des réserves et des quartiers pauvres des villes s'est joint à des universitaires autochtones et des professionnels pour dénoncer les attaques du gouvernement contre les droits autochtones, comme dans le projet de loi omnibus le plus récent (le projet de loi C-45).

Cependant, lors du dernier mois, les médias du pays ont tourné de plus en plus leur

attention vers une action qui n'était auparavant pas associée avec le mouvement Idle No More : une grève de la faim par la chef Theresa Spence, qui est à la tête de la réserve appauvrie d'Attawapiskat sur les berges de la Baie-James dans le nord de l'Ontario. Spence a établi un campement d'hiver sur une île de la rivière des Outaouais à quelques pas du parlement fédéral et a juré de jeûner, possiblement jusqu'à la mort, jusqu'à ce qu'une réunion se tienne entre les représentants des Premières Nations, Stephen Harper et David Johnston, respectivement premier ministre et gouverneur général (représentant de la Couronne britannique).

Harper et Johnston ont d'abord refusé cette réunion. Le gouvernement a justifié cette position en montrant qu'il rencontre régulièrement les chefs de l'APN. Mais l'appui pour Spence et les doléances mises de l'avant par Idle No More ont pris de l'ampleur parmi de larges couches de la population canadienne. Pour couper l'herbe sous le pied au mouvement, un barrage d'invectives de droite fut jeté à la figure de Spence et de la mobilisation populaire dans une série d'éditoriaux et de chroniques dans la presse néoconservatrice. Le comité de rédaction du *Calgary Herald* a écorché Spence pour « faire du chantage » au premier ministre, décrivant ses demandes comme étant « égoïstes ».

Christie Blatchford, une journaliste « vedette » du *National Post*, est allée plus loin, accusant la chef de « terrorisme » et qualifiant les protestations des autochtones de « cycle inévitable d'affreuses exagérations et de foutaises ». Deux autres rubriques de Blatchford demandaient que l'État réprime le mouvement de protestation autochtone. Dans le premier, elle résumait l'histoire d'un roman récemment publié et écrit par un lieutenant-colonel canadien et instructeur au Collège militaire royal du Canada qui est maintenant à la retraite. Comme l'histoire raconte une insurrection autochtone armée, Blatchford s'en sert pour renforcer ses prétentions selon lesquelles les Canadiens devraient être inquiets de constater qu'il y a un grand nombre de soldats des Forces armées canadiennes et d'anciens combattants qui sont autochtones et qui ont les capacités requises pour attaquer des oléoducs cruciaux et d'autres projets d'infrastructure. Dans le deuxième, elle prétend que l'« autorité de la loi » est en train de s'effondrer. Comme preuve, elle cite des commentaires du juge de la Cour supérieure, David Brown, qui s'est plaint que la police n'a pu faire respecter sa décision de mettre fin rapidement à un blocage ferroviaire sur une réserve près de Sarnia en Ontario.

Les médias télévisuels et écrits à tendance libérale ont conseillé à Harper de faire un « geste magnanime » et d'accepter une réunion rapidement avec les chefs amérindiens, afin de couper l'herbe sous le pied du mouvement de protestation en plein essor et pour isoler les « têtes brûlées », c.-à-d. pour préparer politiquement de futures actions policières pour briser les blocages routiers et ferroviaires. À part quelques exceptions, les médias libéraux se sont subséquemment joints à la campagne de diffamation que le gouvernement a lancée contre Spence et contre tout le mouvement de protestation autochtone début janvier.

Cette campagne a pris comme point de départ une vérification comptable de l'administration de la réserve d'Attawapiskat divulguée par le gouvernement. La vérification a découvert que les activités du conseil de bande de la réserve d'où provient Spence ne répondaient pas aux normes comptables de 2005 à 2011, car il était difficile de savoir comment l'argent avait été utilisé. Les revendications des autochtones ont été balayées des premières pages des journaux et ont été remplacées par toutes sortes d'insinuations incluant des accusations non fondées de détournement de fonds. Le fait que la vérification n'a pas fait de telles découvertes et que Spence n'est la chef que depuis 2010 n'a essentiellement pas été rapporté dans les médias.

Cependant, les allusions à l'endroit de Spence ont cherché à se baser, à des fins réactionnaires, dans les véritables clivages sociaux-économiques qui existent dans la population autochtone. L'État canadien - et cela est montré par la Loi sur les Indiens, une législation raciste et de style colonial datant du 19^e siècle qui continue en grande partie d'encadrer la relation entre le gouvernement et les peuples autochtones du Canada - a depuis longtemps cherché à contrôler les autochtones en cultivant une section des chefs amérindiens qui a pour tâche de contenir l'opposition en échange d'avantages et de privilèges. Dans les dernières décennies, la mise en valeur de « l'entrepreneuriat autochtone », c'est-à-dire une petite couche d'hommes d'affaires autochtones qui ont généralement de bons contacts dans le monde politique, a aussi fait partie de cette stratégie.

L'explosion actuelle de colère parmi les autochtones a révélé une insatisfaction répandue envers la direction de l'APN, qui a développé une relation de plus en plus étroite avec le gouvernement. De plus, au fur et à mesure que le mouvement de protestation a crû, les divisions avec l'APN, qui est composée de 630 chefs de conseil de bande, se sont accentuées. Les factions en compétition de cette Assemblée ont cherché à reprendre le contrôle sur les jeunes autochtones en révolte, à convaincre le gouvernement qu'elles sont des partenaires représentatifs et « fiables » et à tenter de faire partie eux-mêmes de la direction de l'APN.

Le chef national de l'APN, Sean Atleo, a sauté sur l'offre réticente d'Harper pour une courte réunion le 12 janvier dernier. Mais d'autres chefs de l'APN ont demandé plus, incluant une réunion avec Johnston, pensant à tort que le « représentant de la reine » devait être le garant des « traités inégaux » que les peuples autochtones se sont faits imposés dans les siècles précédents.

Pendant un instant lors de la semaine du 6 janvier, il semblait que la réunion avec Harper finirait avant qu'elle n'ait commencé. Finalement, elle a eu lieu, mais les chefs de l'Ontario, du Manitoba et des Territoires du Nord-Ouest ont boycotté la réunion et se sont joints aux manifestants d'Idle No More, cherchant sans succès à bloquer l'entrée où les négociations avec Harper devaient avoir lieu. Spence a aussi refusé d'assister et a annoncé qu'elle continuait sa grève de la faim.

Lorsque le chef de l'APN, Shawn Atleo, est sorti de la réunion avec Harper pour simplement annoncer que davantage de rencontres avec le premier ministre seraient bientôt planifiées, le grand chef du Manitoba, Derek Nepinak, a dénoncé cette manœuvre en disant que c'était la façon de faire habituelle d'Atleo et du leadership actuel de l'APN. « Le mouvement Idle No More » a déclaré le chef Nepinak, « a les gens et la force pour mettre l'économie canadienne à genou. Il peut arrêter les plans de développement de ressources du premier ministre et ses plans de plusieurs milliards pour développer des ressources dans les territoires ancestraux. » Il a conclu en disant que la demande première du mouvement devrait être l'abrogation du projet de loi omnibus de Harper - un projet de loi qui retire les réglementations environnementales fédérales sur la plupart des lacs et des rivières, qui réduit le financement des conseils de bande et qui diminue les réglementations sur le crédit-bail des réserves autochtones à la grande entreprise.

Nepinak fut rejoint par Pam Palmater. Adversaire d'Atleo lors de la dernière course au leadership de l'APN, Palmater s'est, contrairement à ce dernier, fortement identifiée avec le mouvement Idle No More.

Un facteur clé de l'actuel mouvement de protestation autochtone ainsi que des divisions parmi l'APN est la poussée par la grande entreprise canadienne pour exploiter les vastes gisements de minéraux du Bouclier canadien et du Nord et pour développer davantage l'extraction du pétrole et du gaz naturel, la construction de pipeline et les mégaprojets hydroélectriques. Il est estimé que, pendant la prochaine décennie, l'exploitation de ces ressources sur ou près des territoires autochtones générera au moins 600 milliards \$ pour les entreprises pétrolières minières, de construction et de forage. Déjà, l'extraction de matières premières rapporte aux gouvernements provinciaux et fédéraux quelque 30 milliards \$ annuellement en taxes et redevances.

Le gouvernement Harper et le patronat croient que la façon la plus rapide et lucrative d'exploiter ces opportunités d'affaires est d'affaiblir, ou même de mettre un terme aux traités et aux protections constitutionnelles des droits territoriaux des autochtones. Dans cet état d'esprit, ils se sont engagés dans une série de rencontres avec les chefs de conseil de bande amérindiens pour mettre fin au « statut souverain » des Premières Nations puis au concept d'utilisation des terres communales. Utilisant les conditions de pauvreté dans les réserves comme une arme, Ottawa cherche à imposer les ententes concernant les revendications territoriales, qui transformeront les réserves en de simples municipalités sujettes à toutes les nécessités du développement des ressources capitalistes – des actions en pleine propriété à être achetées et vendues, la taxation des habitants, et la création d'une population entièrement dépendante de la vente de son travail, souvent à une seule grande entreprise, afin d'assurer sa survie.

Plusieurs ententes historiques ont déjà été conclues, lesquelles ont converti les réserves en des municipalités mono-ethniques sous juridiction provinciale. Il y a présentement 15 Premières Nations qui ont accepté de compromettre ou de mettre un terme à leurs « droits inhérents des peuples autochtones » que garantit la constitution canadienne par la signature des ententes concernant les revendications territoriales (Modern Land Claim Agreements). Il y a au moins 93 autres Premières Nations qui sont actuellement en négociation. Les équipes de négociation gouvernementales savent très bien que les bandes autochtones qui évitent l'ensemble du processus verront leur financement réduit et demeureront embourbées dans l'appauvrissement chronique assuré par la Loi sur les Indiens.

Le gouvernement Harper n'est pas le premier à tenter d'éliminer ou d'affaiblir la réactionnaire Loi sur les Indiens dans le but d'éliminer les droits territoriaux des autochtones et de forcer l'assimilation rapide de ces peuples au marché du travail capitaliste. En 1969, le gouvernement libéral de Trudeau a lancé un Livre blanc qui préconisait l'élimination de la Loi sur les Indiens et de tout statut séparé pour les peuples autochtones au nom de leur « entière participation sociale, économique et politique dans la vie canadienne », c'est-à-dire la pleine intégration dans le capitalisme canadien. L'opposition au Livre blanc aida à alimenter l'émergence du mouvement nationaliste « Red Power » et le gouvernement a rapidement reculé. À la place, la classe dirigeante a développé un programme au cours des deux décennies suivantes afin de créer, à travers un système de revendications territoriales, une mince couche de riches autochtones des classes moyennes qui pourraient servir comme partenaires juniors dans le développement capitaliste et comme tampon social pour étouffer l'opposition à la pauvreté et à la misère à laquelle le capitalisme canadien continue de soumettre le peuple autochtone.

La stratification sociale grandissante au sein de la population autochtone est à la base de l'émergence du mouvement Idle No More et les scissions au sein de l'APN. Présentement, 82

chefs de bande gagnent plus de 300 000 dollars par année en salaire. 222 de plus sont payés au-delà de 200 000 dollars, tandis que 700 autres membres de conseils de bande rapportent plus de 100 000 dollars en salaire. Plusieurs d'entre eux ont aussi des intérêts commerciaux dans la construction, le transport, la consultation, les casinos et la production de cigarettes. Ils vivent aux côtés de centaines, et dans certains cas de milliers, de leurs électeurs de conseil de bande qui vivent dans une pauvreté abjecte.

Les quatre dernières décennies de lutte pour les droits territoriaux, fondées sur l'acceptation du capitalisme et la promotion du nationalisme autochtone dans la perspective de négocier une nouvelle « relation » avec l'État canadien, ont entraîné la population autochtone dans un cul-de-sac. La volonté du gouvernement Harper de subjuguier plus directement la population aborigène au libre marché capitaliste fait partie intégrante de l'assaut mené par la grande entreprise internationale sur la classe ouvrière à travers les suppressions de postes, la baisse des salaires et la destruction des programmes sociaux. Le même Budget conservateur 2012, qui cible les droits des autochtones, a coupé des dizaines de milliards de dollars dans les soins de santé pour la prochaine décennie, a haussé l'âge de la retraite et a réduit les prestations de chômage pour tous les travailleurs.

Plusieurs autochtones et jeunes mobilisés par le mouvement Idle No More commencent à examiner ces questions cruciales. Ce qui est nécessaire est un mouvement politique de masse de la classe ouvrière, unissant autochtones et non autochtones, qui défie les véritables fondations du système de profit, et qui défend un programme socialiste voué à fournir les ressources pour des emplois, des conditions de vie et des services sociaux - y compris l'éducation, la santé et le logement - décents pour tous, peu importe l'origine nationale ou ethnique.

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Carl Bronski, wsws.org](http://wsws.org), 2013

Articles Par : [Carl Bronski](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca